

Le - 4 AVR. 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

Service Urbanisme Prévisionnel et Opérationnel - Habitat

N/réf : SP/AR

Objet : Arrêté d'engagement de la modification n°4 du PLU de Maulévrier

ARRÊTÉ n° 2024/ 68

Le Président de Cholet Agglomération,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.104-3, L. 132-7, L. 132-9, L. 153-31, L. 153-36 à L. 153-44, R.104-12, R.104-33 à R.104-37 et R. 153-1,
- Vu la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique,
- Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Maulévrier, adopté par délibération du Conseil Municipal du 2 juin 2006, et ses procédures d'évolution approuvées depuis,
- Considérant la nécessité d'adapter le PLU, notamment le règlement écrit et graphique pour accompagner l'évolution de la commune de Maulévrier,
- Considérant que ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification, conformément aux articles L. 153-31 et L. 153-36 du code de l'urbanisme,
- Considérant que la loi d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les modalités d'examen au cas par cas de soumission à évaluation environnementale des évolutions de documents d'urbanisme,

ARRÊTE

Article 1 : La procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Maulévrier est engagée.

Article 2 : Le projet de modification a pour objets :

- la délimitation d'un sous-secteur dans la zone Ub au sein duquel une hauteur différente des constructions est définie,
- l'évolution de la règle relative aux clôtures.

Article 3 : Le projet de modification fera l'objet d'un examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable, dans les conditions fixées aux articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme.

Article 4 : Le projet de modification sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme pour avis avant enquête publique.

Article 5 : Le projet de modification, l'exposé des motifs et, le cas échéant, les avis émis par les PPA ainsi que la décision rendue par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) seront, après délibération prise par le Conseil de Communauté sur l'avis reçu par la MRAe, soumis à enquête publique dans des conditions permettant au public de formuler ses observations.

Article 6 : À l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de Communauté de Cholet Agglomération.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché pendant une durée d'un mois à l'Hôtel d'Agglomération et dans la mairie de Maulévrier. Une copie sera transmise à M. le Sous-Préfet.

Article 8 : Le présent arrêté prend effet à compter de la date à laquelle il revêt un caractère exécutoire.

Article 9 : Madame le Directeur Général des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.



Gilles BOURDOULEIX
Maire de Cholet
Président de Cholet Agglomération
Député honoraire